

# Rapprochement CDC-CNP-La Poste

## Résister à la privatisation !

Changer le statut de La Poste et ouvrir le capital en 2010 n'aura donc pas suffi ■ Malgré toutes les belles promesses des dirigeants de La Poste comme de l'État, un pas de plus est franchi dans le processus de privatisation, un processus que Sud PTT a dénoncé dès le début ■ Aujourd'hui, en 2018, la réalité nous donne raison : le projet actuel marque un désengagement massif de l'État, avec la fin de l'actionnariat majoritaire de ce dernier ■ C'est pour dénoncer ce projet et lancer la mobilisation générale que nous étions rassemblé-e-s ce 22 novembre, à Paris devant la Caisse des dépôts, et dans toute la France.

### Capitaux publics, vraiment ?...

Les mêmes qui tenaient des discours se voulant rassurants en 2010 nous jurent la main sur le cœur qu'il ne s'agit toujours pas d'une privatisation, puisque les capitaux restent publics. Le pire, c'est qu'ils nous demandent, une fois de plus, de les croire sur parole !

Pourtant, les faits démontrent le contraire. Tout d'abord, on nous serine que La Poste a absolument besoin de capitaux pour son développement. Or, si la CNP (Caisse nationale de prévoyance) rapportera 400 millions d'euros par an, l'État laisse toujours chaque année une ardoise de 600 millions, du fait de l'insuffisante compensation des missions de service public !

Ensuite, il est faux de dire qu'ils s'agit de capitaux 100 % publics. Une partie du capital de la CNP actuellement détenu par la CDC (Caisse des dépôts et consignations) est déjà coté en bourse... et le restera, même dans le giron de La Banque Postale. En d'autres termes, les capitaux privés sont déjà là. Par ailleurs toutes les entreprises publiques dont l'État s'est désengagé se sont vues, à terme majoritairement détenues par des capitaux privés, comme à France Télécom-Orange, par exemple. Enfin, tout « investisseur avisé » qu'elle est, la CDC est aussi rapace que les autres, et ses exigences en terme de rentabilité seront tout aussi draconiennes.



### Quelles conséquences pour les personnels ?

Cela signifie que la politique des directions de La Poste, faite de suppressions de postes, d'augmentations des cadences, de conditions de travail de plus en plus au rabais, ne va pas connaître d'inflexion. Cette politique va, bien au contraire, s'accélérer encore. Ce qui signifie également que le management à La Poste, dont on a malheureusement encore vu récemment, avec les drames en Dordogne, à quel point il peut être mortifère, continuera sur les mêmes rails. Ce management, qui dans certains endroits s'exerce par la terreur, est le corollaire de ces réorganisations incessantes.

## Et le Service public ?...

Les usagères et les usagers n'ont, également, rien à gagner à cette opération. L'argent injecté ne servira pas à réouvrir des guichets ou des bureaux de poste. Pour preuve, les pistes de développement envisagées, comme la *silver économie* avec le développement de résidences seniors, ne s'incrivent en rien dans une orientation de service public qui serait tellement utile dans le cadre d'une nouvelle branche « dépendance » de la sécurité sociale. Le soi-disant « pôle financier public » relève d'ailleurs de l'enfumage le plus complet, puisqu'en fait il existe déjà avec l'épargne du Livret A collectée par La Poste et redistribuée par la CDC, entre autres pour le logement social. Pour le renforcer, et par exemple développer des prêts massifs pour la transition écologique, nul besoin d'une telle opération capitaliste.

Les besoins de la population, comme ceux des postières et des postiers, ne font en réalité pas partie des plans de celles et ceux qui dirigent La Poste. Cet argent frais, il servira pour financer la transformation de La Banque Postale en banque comme les autres, une transformation d'ailleurs largement entamée. Il servira aussi pour le développement à l'international, en particulier dans le secteur du colis. C'est qu'il s'agit de positionner la poste française dans le grand Monopoly mondial de ce secteur. Philippe Wahl, PDG de La Poste, en escompte certainement de substantiels profits. Mais quel gain pour le service public ?

## Une seule issue : résister !

Face au rouleau compresseur qui écrase les agents comme le service public, nous ne pouvons compter que sur nos propres forces. L'État et la direction de La Poste ont peut-être le pouvoir et l'argent, mais nous, nous avons pour nous la force du nombre. Ce sont les

postières et les postiers qui, par leur travail quotidien, font tourner la machine La Poste. La Poste leur appartient, comme elle appartient à la population qui a besoin de ses services tous les jours.

En 2010, Sud PTT ne s'était pas contenté d'alerter. Nous avons appelé nos collègues à faire grève, et nous avons été parmi les animateurs de la votation citoyenne qui avait rassemblé 2 millions de votant·e·s. Il est clair que cela n'avait alors pas suffi. Mais, loin de céder au défaitisme, nous continuons à nous mobiliser, avec les agents comme la population. En témoignent les grèves que nous animons dans les services, seuls ou avec d'autres, et les bagarres que nous menons en défense des bureaux de postes, avec des collectifs unitaires, comme dans le Val-de-Marne, le Gers ou encore à Paris. Ce 22 novembre, les militantes et militants de Sud PTT lancent un appel. A Paris, devant la CDC, mais aussi partout en France, devant les bureaux de poste, les mairies, etc. Un appel contre la résignation, un appel à entrer en lutte.

Nous sommes conscients que nous n'y parviendrons pas tous seuls. Nous nous adressons aux autres organisations syndicales, en tout cas celles qui n'ont pas renoncé à défendre le service public postal, ainsi qu'aux usagères et usagers, aux élu·e·s qui ne veulent pas d'un service au rabais (ou pas de service du tout) pour leurs administré·e·s. Nous adressons à toutes et tous un message simple : la privatisation souhaitée par le siège de La Poste, l'État et les capitalistes aux aguets, nous n'en voulons pas. Nous savons que nous ne sommes pas les seuls, que la colère s'accumule. Alors affirmons ensemble que le temps de la résistance est venu !



# Du 3 au 6 décembre

# VOTEZ SUD !